

GRUISSAN

# Les Libres-penseurs honorent le Chevalier de la Barre

Réunis devant la stèle commémorative pour rendre hommage au Chevalier de la Barre, les Libres-penseurs audois ont évoqué les restrictions de libertés durant la crise sanitaire et les attaques de la loi de 1905.

N'auraient été les quelques drapeaux rouge et noir mentionnant en blanc « Libre pensée » et la banderole déployée, le petit attroupement formé ce dimanche en fin de matinée à l'angle de la rue Jean-Jaurès et de la place Rachou, face à l'église, serait presque passé inaperçu. Du moins, jusqu'à

## Le symbole de la liberté de penser

ce que l'une des personnes présentes, en l'occurrence Brigitte Pastor, présidente de la Fédération audoise de la Libre Pensée, ne se saisisse d'un micro et prononce un discours pointant la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, les restrictions de libertés individuelles et publiques et « l'attaque sans précédent contre la loi de

1905, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

Cette manifestation et ce discours ne sont pas venus comme un cheveu sur la soupe. Sur le mur de cette maison, est apposée depuis 1931 une stèle commémorant le Chevalier de la Barre,

torturé et exécuté en place publique en 1766 pour avoir mutilé un crucifix, ce qu'il a

toujours réfuté, chanté des chansons impies, avoir été en possession de livres interdits, dont le dictionnaire philosophique de Voltaire et « ne pas s'être découvert ni agenouillé au passage d'une procession ». Deux mois après la signature de la loi de 1905, le jeune homme à peine âgé de 19 ans lorsqu'il fut supplicié devint « le symbole de la



En présence d'un auditoire respectant la jauge autorisée de 10 personnes pour les rassemblements en extérieur, la présidente des Libres-penseurs audois lit son discours.

liberté de conscience et de la liberté, de la liberté de penser, de la liberté d'expression et de la laïcité ».

Depuis trois ans, les Libres-penseurs audois viennent lui rendre hommage fin juin. L'an passé, les conditions sanitaires les en avaient empêchés. Mais cette année, ils n'auraient manqué ce rendez-vous pour rien au monde tant ils tenaient à clamer leur attachement à la loi de 1905, qu'ils estiment être menacée

par les « le projet de loi, élaborée par Emmanuel Macron, initialement nommée « sur le séparatisme » puis frauduleusement appelée « confortant le respect des principes de la République ». Après un medley révolutionnaire joué par l'un des leurs sur son saxophone soprano, le petit groupe s'est dispersé, non sans s'être au préalable arrêté à la terrasse d'un bar pour se rafraîchir.

S. B.